

**PROCÈS-VERBAL DU CONSEIL D’ADMINISTRATION**

**Tenu les 20 et 21 septembre 2018 à Montréal**

**Centre des Loisirs communautaires Lajeunesse**

***PRÉSENCES***

**Membres Exécutif**

Stéphanie Courcy-Legros Présidente Montréal-Laval P

Colette Lavoie Vice-présidente Capitale-Nationale P

Jean-François Roos Vice-président Estrie P

Jacinthe Perron Trésorière Lanaudière P

Évelyne Bélanger Secrétaire Montréal-Laval P

**Délégués régionaux**

|  |  |  |  |  |
| --- | --- | --- | --- | --- |
| **Délégué.ées** | | | | |
|  |  | 20 | 21 |
| Estrie | Vacant | - | - |
| Lanaudière | Véronique Robert de Massy | P | P |
| Outaouais | Émily Tessier | P | P |
| Bas St-Laurent/Gaspésie/Les Iles | Guylaine Bélanger | P | P |
| Chaudières-Appalaches | Maryse Larouche | P | P |
| Capitale-Nationale | Suzie Cloutier | P | P |
| Montérégie | Vacant | - | - |
| Laurentides | Nathalie Lamanque | P | P |
| Côte Nord | Jean-Pierre Simard | A | A |
| Montréal-Laval | Vacant | - | - |
| Montréal-Laval | Diane Grenier | A | A |
| Mauricie- Centre du Québec | Nancy Gauthier | A | P |
| Abitibi-Témiscamingue | Francine Hervieux par Zoom | P | A |
| Gaspésie-Les Iles | Alexis Dumont-Blanchet | A | A |
| Saguenay/Lac St-Jean | Johanie Harvey par Zoom | P | P |

Invités : Jocelyn Vinet, agent de soutien à la vie associative

Jocelyne Moretti, OC retraitée (point Comité International)

Robin Couture, OC Capitale-Nationale et membre comité Communications (point SNOC)

**JEUDI 20 SEPTEMBRE**

**1. Mot de bienvenue et tour de table**

Stéphanie Courcy-Legros souhaite la bienvenue à tous les membres. Un tour de table permet à toutes et tous de se présenter et d’identifier leur région.

**2. Lecture et adoption de l’ordre du jour**

Nathalie Lamanque, appuyée par Maryse Larouche, propose l’adoption de l’ordre du jour avec l’ajout d’un point « Postes vacants et démissions au CA et au comité exécutif ». Adopté à l’unanimité

**3. Adoption d procès-verbal du 30 mai 2018**

Emily Tessier, appuyée par Guylaine Bélanger, propose l’adoption du procès-verbal du CA du 2018. Adopté à l’unanimité.

Maryse Larouche, appuyé par Colette Lavoie, propose l’adoption du procès-verbal du CA post-AGA. Adopté à l’unanimité.

**4. Suivis du procès-verbal du 30 mai 2018**

4.1 Collectif pour un Québec sans pauvreté.

Claudia Parent étant en absence maladie prolongée, il faudrait faire un appel pour une relève pour les rencontres à Québec.

4.2 Dépôt des comptes-rendus de l’exécutif du 27 juin et du 24 août 2018

Les documents ont été déposés sur Google Drive. Il n’y a pas de questions ou commentaire sur ces compte-rendus.

4.3 Mesure Coup de pouce Bas St-Laurent

Les informations de suivi ont été déposées sur Google Drive avant la rencontre. Guylaine Bélanger donne une information toute récente : le CIUSSS augmente sa contribution de $300 à $600. L’activité aura lieu lundi 2 septembre. Jocelyn Vinet a été mandaté par l’exécutif pour se rendre dans la région pour coanimer la rencontre avec deux membres de l’équipe (Guylaine Bélanger, Maude Roy-Chabot).

4.4 Procédure Zoom

Un rappel est fait de vérifier sur le calendrier s’il ya disponibilité (1 seule rencontre à la fois) et de bien identifier le comité concerné avec la personne responsable. Si la conversation se déroule par téléphone seulement il faut utiliser le numéro du Canada et non celui des États-Unis.

4.5 Envoi des rapports d’activités

Il n’y a plus de copies-papier. L’envoi se fera d’ici fin septembre aux partenaires et directions selon liste d’envoi de la Mise au point actualisée par courriel en version PDF.

**6. Dépôt du rapport de la registraire**

Documents déposés sur Google Drive.

Jacinthe Perron rappelle l’importance du suivi des adhésions, c’est une source de revenus significative et nous avions un objectif d’augmentation. Un bon membership démontre aussi le poids de notre regroupement

Lors de rencontres précédentes au CA, il a été question de mener des discussions plus en profondeur sur ce sujet et de se doter d’un plan d’action. Il faudra y revenir en cours d’année.

**Il semble y avoir un problème assez généralisé de réception des courriels par les nouveaux membres, comme si la mise à jour ne se faisait pas. Véronique fera le suivi avec le coordonnateur médias.**

**7. Suivi financier**

***7.1. Prévisions budgétaires renouvelées***

Les prévisions ont été envoyées par courriel. Jacinthe Perron (nouvelle trésorière) et François Soucisse (ancien trésorier) ont plutôt retravaillé le plan comptable (l’organisation du système, le réaménagement de postes surtout). Jacinthe donne des informations complémentaires :

* Les prévisions dans les produits sont similaires aux prévisions déposées à l’AGA
* Plusieurs changements dans la répartition des dépenses :
* Les frais des comités ont été regroupés dans le même poste;
* Le poste des communications a été révisé;
* Tous les honoraires ont été rapatriés dans ce poste mais cela concerne plusieurs contrats différents; des distinctions sont faites entre le soutien à la vie associative et les mandats FLAC;
* Il y a eu aussi quelques petits recoupements dans la section des opérations courantes.
* Après corrections, le déficit sera plus élevé mais les revenus du colloque 2018 seront plus élevés que prévus : un revenu net de $21 668.16, ce qui nous amène finalement en surplus
* Les frais de CA sont plus élevés et on voit que si on n’avait pas le soutien de la FLAC, les cotisations ne permettraient pas d’autres dépenses que ces frais. On souligne toutefois la plus-value d’une présence physique lors des CA et que ces frais sont amplement justifiés et nécessaires pour assurer la vie démocratique et la représentativité du regroupement.

Véronique Robert De Massy, appuyée par Évelyne Bélanger, propose l’adoption des prévisions budgétaires révisées. Adopté à l’unanimité.

***7.2 Contrat comptabilité***

Le comité exécutif a donné suite en attribuant un contrat de 6 mois à Pierre Desrosiers pour l’entrée de données et la production des rapports au CA, pour une rémunération de $125/mois. D’ici la fin de ce contrat, on pourra faire appel à des soumissionnaires pour un nouveau contrat.

***7.3 Politique remboursement***

Jacinthe Perron explique qu’une mise à jour nécessaire car les per diem ne sont plus ajustés à la réalité. Ce sera fait dans l’année mais d’ici là, il y aura remboursement selon les frais réels et avec pièces justificatives si les coûts dépassent les montants prévus. On compte bien entendu sur un effort des gens dans la justification des dépenses justifiées

***7.4 Abonnement Zoom***

Une résolution doit être adoptée pour entériner l’abonnement. Véronique Robert de Massy, appuyée par Guylaine Bélanger, propose un abonnement annuel à Zoom au coût de $205.58. Adopté à l’unanimité.

***7.5 États financiers***

Il y a retard sur le rapport au 31 août, il sera envoyé aux membres du CA par courriel.

***7.6 Achat ordinateur***

Un achat ne sera finalement pas nécessaire, il y a eu récupération de celui acheté pour le registraire et qui n’est plus requis compte tenu de l’abandon du système File Maker Pro.

**8. Fondation Chagnon**

8.1 Entente

L’entente officielle est signée aujourd’hui même, selon le projet et le plan déposés au printemps dernier. Le financement déjà annoncé a été confirmé par le CA de la Fondation. On rappelle que le projet apporte des conditions optimales pour la réalisation du plan d’action découlant de la planification stratégique et que la Fondation n’a fait aucune demande ni pression sur quelque activité que ce soit, sinon de réaliser une démarche évaluative (prochain sous-point)

Une rencontre a eu lieu en juillet avec François, Jacinthe, Jocelyn, Stéphanie pour mettre en branle le projet. Il n’y aura pas de reddition de comptes détaillée mais des bilans d’étapes.

***8.2 Démarche évaluative***

Un document a été déposé sur le Google Drive présentant quelques points de repère, des pistes sur les éléments d’évaluation qui pourraient être retenus et des propositions sur les modalités, dont l’embauche d’une ressource externe en accompagnement (déjà prévu au budget projet FLAC).

Plusieurs commentaires sont apportés.

Sur l’embauche d’une ressource :

* certains.es ont des réticences, on se demande si cela est réaliste et optimal compte tenu du montant prévu ($3000); la personne doit saisir toute la démarche, apprendre à connaître la dynamique du RQIIAC, cela demande beaucoup de temps. N’a-t-on pas la capacité de le faire nous-mêmes, entre autres avec l’apport de l’ASVA (50 heures déjà prévues pour cette activité)?
* Pour d’autres, c’est possible de trouver une ressource qui nous connaît bien et ce regard extérieur est nécessaire; la personne qui accompagne nous force à préciser nos questions et peut être justement d’un grand apport pour choisir les objets d’évaluation puisqu’il y a des choix à faire et qu’il n’est pas facile de trancher

Sur les éléments d’évaluation :

- l’axe relié à la communauté de pratique retient l’attention de plusieurs: creuser comment on l’a fait jusqu’à maintenant, comment on peut réajuster

- le projet FLAC repose beaucoup sur la promotion de l’organisation communautaire, ce qui touche aussi la communauté de pratique

- on évaluer le processus ou les retombées?

Sur les modalités :

- se baser sur les comités, avec 1 ou 2 questions claires pour chaque comité; on peut aussi faire appel à eux pour déterminer ce qui pourrait être évalué

- on pourrait aussi cibler les comités plus en lien avec l’axe

- s’en tenir vraiment à un objet d’évaluation

- il faut voir la démarche comme une opportunité et que ce soit réaliste

Compte tenu du temps qui s’écoule et de la complexité du sujet, il est convenu de référer le sujet au comité exécutif.

**Nathalie Lamanque, appuyée par Suzie Cloutier, propose de mandater le comité exécutif pour déposer une proposition de travail concernant la démarche évaluative du projet FLAC pour adoption au prochain CA. Le tout sera réfléchi sur une perspective de 6000$ sur deux ans.** **Adopté à l’unanimité.**

**9. Ressources humaines**

***9.1 Contrat ASVA***

Le comité exécutif a préparé le renouvellement du contrat de Jocelyn Vinet jusqu’au 31 juillet 2019. Plusieurs mandats ont été ajoutés en lien avec le projet FLAC et les ressources financières bonifiées amenées par le projet. Suzie prendra la relève de Colette comme personne répondante à l’exécutif. Le contrat prévoit désormais la formalisation d’une évaluation annuelle.

Suzie Cloutier, appuyée par Véronique Robert de Massy, propose de renouveler le contrat de Jocelyn Vinet comme agent de soutien à la vie associative jusqu’au 31 juillet 2019 et que Stéphanie Courcy-Legros et Jacinthe en soient les signataires.

***9.2 Comité Ressources humaines***

Le nouveau comité exécutif constate qu’il y a augmentation et diversification des ressources humaines contractuelles avec le regroupement et que cela soulève plusieurs enjeux qui méritent d’y accorder toute l’attention requise. Des réflexions sont à faire concernant notamment les statuts, les honoraires, l’équité dans les différentes conditions de travail. Une évaluation plus poussée des besoins doit être faite en fonction des besoins qui augmentent. On pourrait envisager, par exemple, de regrouper certaines tâches pour éviter un fractionnement entre un trop grand nombre de personnes.

**Colette Lavoie, appuyée par Véronique Robert de Massy, propose la formation d’un Comité Ressources humaines avec pour mandat de déposer des orientations et propositions au C. Adopté à l’unanimité.**

**Compte tenu des orientations qui se dégageront du futur plan de communications qui sera réalisé dans les prochains mois et aussi en fonction des priorités déjà en cours, il est convenu que ce comité enclenchera le travail au mois de janvier seulement. En font partie  Suzie Cloutier (responsable), Véronique Robert de Massy (liens avec communications), Jacinthe Perron (comme trésorière), Maryse Larouche, Evelyne Bélanger.**

**10. Nouveau enjeux régionaux**

L’objectif de ce tour de table est de prendre le pouls des régions sur les enjeux prioritaires auxquelles elles font face. Ces informations seront traitées à nouveau au cours du CA de vendredi en examinant les suites possibles :

* les comités en place peuvent s’en saisir?
* Mandater le comité exécutif?
* Mettre en place un groupe de travail?
* Enjeux déjà actualisés par le plan d’action en cours?

Abitibi

* La définition de l’organisation communautaire vs l’adoption par l’établissement de diverses politiques discutables (ex : politique en bénévolat qui définit l’organisation communautaire). L’enjeu de fond : positionner la pratique

Saguenay/Lac St-Jean

Avec le nouvel organigramme, crainte de voir l’organisation communautaire « se faire avaler »? Il y a méconnaissance du rôle à l’interne par les gestionnaires des autres directions. Avec des départs à la retraite dont un récent d’un o.c. chevronnée, il y a perte d’expertise.

Outaouais

Les diverses directions veulent leur propre o.c.. Il y a une crainte réelle que l’équipe soit dissoute et que les o.c. soient rattachés aux Directions-clientèle, il y a un projet pilote en cours où un.e OC. est attitré.e à une chaque direction. Il y des enjeux de maintien d’une équipe communautaire et de connaissance réelle du territoire, celui-ci étant trop vaste pour être couvert par chaque OC.

Laurentides

Enjeu post-colloque : avoir du temps pour la communauté de pratique durant nos heures de travail, en lien avec le RQIIAC, beaucoup d’inquiétude là-dessus. Stratégie à développer.

Montérégie (information donnée par Stéphanie, ce siège étant vacant au CA)

Il ya officiellement non reconnaissance de la vie régionale et RQIIAC dans les heures de travail, d’où une grande difficulté pour les membres à participer aux activités, au CA, aux comités et pour consolider le membership

Montréal

Comité très actif pour préparer la Journée d’échange mais difficultés pour la vie régionale, certains poteaux en congé de maladie, difficultés à se réunir. Dans certains établissements, aucune libération pour le RQIIAC

Capitale Nationale

Surcharge de travail, plusieurs congés de maladie. Enjeu de positionnement à l’interne et aussi à l’externe avec les partenaires. Défi de cohésion vs la grandeur du territoire

Bas St-Laurent

Enjeu de positionnement. Il y a une démarche à faire pour définir une offre de services tout en maintenant tous les axes. Il y a une tendance à engager d’anciens o.c. comme APPR pour faire de l’organisation communautaire

Beaucoup de roulement de personnel.

Le Coup de pouce pour une journée de rencontre avec toute l’équipe le 24 septembre vise à valider le besoin d’un espace-temps pour faire vivre la communauté pratique régionale

Chaudières/Appalaches

Enjeu de positionnement interne de l’oc. avec l’accroissement des demandes des directions. Problème de rétention de la main-d’œuvre dans le personnel du communautaire, ce qui se répercute sur les o.c.

Lanaudière

Enjeu de respect des fondements de l’organisation communautaire à l’interne (communauté vs CISSS). Recherche d’équilibre dans les engagements RQIIAC vs les autres dossiers (beaucoup d’investissement : exécutif, CA, colloque)

Estrie

L’ancrage territorial : la répartition générale et le développement des effectifs dans un contexte de déploiement dans les différents territoires

***Synthèse***

Les principaux enjeux qui ressortent de ce tour des régions (présentes) sont :

* La reconnaissance (libération) du temps consacré à la communauté de pratique dans les établissements
* Une méconnaissance de notre pratique (mandats qui ne concordent pas, compréhension erronée de l’o.c.) donc un enjeu de positionnement de l’organisation communautaire à l’interne; certains gestionnaires trouvent des stratégies pour obtenir les services qu’ils cherchent autrement
* Méconnaissance des fondements de l’organisation communautaire, de l’expertise en lien avec la relève et de reconnaissance de notre rôle dans la mission de l’établissement

Le positionnement de notre pratique reste central face à tous ces enjeux.

**11. Bilan colloque 2018**

Toute la documentation financière a été transférée.

Les Actes du colloque sont déjà en ligne mais il manque quelques éléments.

Le comité organisateur a produit son bilan. Des extraits de ce rapport pourront être utilisés pour le futur cahier de charges pour l’organisation des journées d’échange et colloque. A ce sujet, le travail n’a pas démarré. Suzie Cloutier se propose pour le réaliser.

Jean-François Roos, appuyé par Guylaine Bélanger, propose l’envoi d’une lettre de félicitations et de remerciements à l’intention du comité organisateur des Laurentides avec copie conforme aux gestionnaires. Adopté à l’unanimité.

Cette lettre s’inscrit en continuité avec les actions du RQIIAC pour faire reconnaître et pérenniser la vie régionale. Jean-François rédigera la lettre.

**12. Comité Vie associative**

Suzie Cloutier rappelle que l’an dernier, le comité a animé une discussion au CA de mars avec une carte présentant la qualité de la vie régionale selon les régions. Le bilan de ce coup de sonde est que la vie régionale semble assez satisfaisante et qu’il faut respecter les spécificités des régions.

Le plan d’action de l’année du comité a été déposé sur le Google Drive. Le comité doit tenir compte des actions des autres comités. On rappelle que la discussion sur les types de membership n’est pas prévue cette année.

Commentaires :

* Il est problématique de ne pas avoir la région de Montréal sur le comité. Une façon de recruter pourrait être de présenter cette implication comme une opportunité d’influencer la façon de promouvoir la vie associative
* Dans le projet de lettre aux gestionnaires : faire valoir la plus-value pour eux-mêmes (ex le Guide, les séminaires); il faut vraiment miser sur la communauté de pratique et non sur la vie associative, faire ressortir les bénéfices pour la qualité de la pratique
* La Table nationale en Prévention-promotion que certains ciblent pour y faire du « lobbying » ne fait pas de réflexions de fond sur les enjeux. Jean Tremblay est en contact avec deux gestionnaires impliqués dans cette Table. Il n’y aurait pas d’action à initier pour l’instant de ce côté
* Il faut faire un parallèle entre la vie régionale et la formation, c’est finalement une activité à bon compte pour l’employeur

**En conclusion, une lettre ciblée va être envoyée à court terme auprès des gestionnaires. Le Comité va faire un premier jet.** On pourra aussi profiter de l’envoi de l’outil sur le soutien professionnel pour faire parvenir une lettre plus globale sur l’enjeu : si on produit un tel document, c’est parce que des OC se sont investis.

Concernant l’outil de suivi des comités de travail, il est utile mais doit être actualisé au fur et à mesure du roulement dans les comités. Il faudrait y ajouter les CA et l’exécutif. **Désormais, c’est Evelyne Bélanger qui assumera la mise à jour puisque cela concorde avec ses tâches de préparation du CA et le rendra disponible aux délégués.es.**

Nathalie Lamanque, appuyée par Maryse Larouche, propose une mention de félicitations à Suzie Cloutier pour sa réalisation du Tableau des comités. Adopté à l’unanimité.

**Emily Tessier se dit intéressée à joindre le comité.**

**13. Comité Formation**

Deux sous-comités ont été actifs : une pour le projet pilote de codéveloppement à Montréal et un pour élaborer un sondage sur les besoins (déposé sur le Google Drive).

***Sondage***

La confection du sondage  a été basée sur le profil de compétence. Plusieurs commentaires et suggestions ont été émis par les membres du CA et pris en note par Maryse Larouche**. Jacinthe, Jean-François et Colette doivent faire parvenir à Maryse des suggestions de questions touchant les fondements de la pratique d’ici 12 novembre.**

Une question qui se pose: le sondage sera envoyé aux membres seulement ou à tous les o.c.? Après quelques brefs échanges, une proposition est amenée.

**Maryse Larouche, appuyée par Emily Tessier, propose qu’on sonde tous les OC. Un vote est tenu.**

**Pour : 7 Contre : 1 Abstentions : 5. La proposition est adoptée à majorité.**

***Projet pilote Codéveloppement Région de Montréal***

La confection du dépliant promotionnel a demandé beaucoup de temps (plusieurs détails à préciser) et cela a retardé l’échéancier prévu. Il faut aussi prendre une décision suite à l’appel d’offres de services ciblée pour l’embauche d’une personne à l’animation des groupes. Si c’est le comité exécutif qui est mandaté pour faire le choix, cela amènera un trop long délai. Il est donc convenu de recevoir en CA la recommandation du comité Formation. Jocelyn Vinet étant l’un des soumissionnaires pour une offre de services distincte de son contrat d’ASVA, il quitte la rencontre pour la discussion sur ce point.

Stéphanie explique le processus d’appels de candidature que le comité formation a suivi afin de voir à l’embauche d’une ressource pour assurer l’animation des groupes de codéveloppement. Elle présente aussi que c’est l’offre de services de Jocelyn qui fut retenue.

Il est proposé par Maryse, appuyée par Émilie, d’appuyer la recommandation du comité de formation d’embaucher Jocelyn Vinet pour assurer l’animation des groupes de codéveloppement.

Proposition adoptée à l’unanimité.

**14. Journée d’échange 2019**

Un document a été déposé à cet effet sur Google Drive et est présenté Stéphanie. Le thème retenu sera l’éthique.

On signale que ce sera la deuxième fois que ce sujet sera l’objet d’une journée d’échange, c’était le même en Outaouais en 2005.

Un appel est fait pour la contribution d’un.e OC d’un milieu rural pour le panel.

L’adoption des prévisions budgétaires devront se faire au prochain CA. Jacinthe les a déjà reçues mais n’a pas été en mesure de les rendre disponibles pour le présent CA. Comme il ne faut pas ralentir le travail d’organisation, il est convenu que le comité exécutif les examinera et que ces prévisions seront aussi diffusées aux membres du CA qui pourront les commenter.

**Evelyne Bélanger, appuyée par Maryse Larouche, propose que les prévisions budgétaires de la Journée d’échange 2019 soient envoyées à tous les membres pour adoption au comité exécutif et qu’elles soient entérinées au prochain CA. Adopté à l’unanimité.**

Véronique Robert de Massy, appuyée par Jean-François Roos, propose que le conseil d’administration entérine le thème de l’éthique choisi par le comité organisateur de la Journée d’échange 2019. Adopté à l’unanimité.

Concernant les signataires au compte, une décision a été prise par courriel[[1]](#footnote-1) et doit être entérinée par le CA.

Evelyne Bélanger, appuyée par Nathalie Lamanque, propose d’entériner la décision prise par courriel de modifier les signataires aux comptes Journée d’échange folio 565256. Adopté à l’unanimité.

**15. Colloque 2020**

Guylaine Bélanger appuyée par Johanie Harvey propose que les signataires.aux comptes du colloque 2020 soient Ginette Gagnon, Chantal Sullivan, Véronique Robert de Massy. Adopté à l’unanimité.

Le thème du colloque sera proposé au prochain CA.

**16. 30ième anniversaire**

Le comité se voit sous peu pour faire son bilan. Il faut actualiser le Livre d’Or numérique avec les cartes et les souhaits recueillis. Le montant de cette tâche reste à déterminer et n’était pas inclus dans le budget alloué au 30ième . Une résolution va circuler par courriel pour faire approuver ce montant.

**17. CA Communagir**

Marie Champagne ne sollicitera pas de nouveau mandat et recommande de déléguer une autre personne pour la remplacer. Actuellement, personne ne s’est manifesté et la question se pose : le RQIIAC doit-il faire partie du CA? La mobilisation est difficile dans nos propres instances, doit-on mettre des énergies dans ces délégations? Doit-on siéger sur le CA alors que certains enjeux ne sont pas adressés entre les deux organisations?

A court terme, il est convenu de participer à l’AGA qui a lieu à Québec si quelqu’un peut y aller. Maryse Larouche se porte volontaire. Nous pouvons aussi renouveler notre adhésion, ce qui ne nous engage pas au CA.

Stéphanie Courcy-Legros, appuyée par Johanie Harvey, propose que le RQIIAC renouvelle son adhésion à Communagir mais renouvelle pas de mandat de participation au CA pour la prochaine année.

**Pour : 12 Contre : 0 Abstention 1. La proposition est adoptée à majorité.**

**18. Comité International**

Document déposé sur Google Drive. Le comité a débuté ses travaux avec l’apport de plusieurs membres. Ce comité étant relancé après plusieurs années de mise en veilleuse, il y a encore beaucoup de points à discuter, tout est à reconstruire, dont la collaboration avec le CECI (beaucoup de balises à préciser). Le comité a ciblé un projet en particulier mais est d’avis qu’il faut se saisir aussi des opportunités s’il y en a qui se présentent. Jocelyne précise qu’il n’y a pas d’engagement financier du RQIIAC pour des projets avec le CECI ou autres organisations.

Le CA valide les orientations générales présentées par le Comité et accueille très positivement la relance du comité. La pratique de l’organisation communautaire peut être contributive mais ce sont aussi des expériences qui nourrissent la pratique.

La collaboration avec le CECI se fera par une présence à l’AGA mais pas au CA pour l’instant. Si des OC veulent y siéger à titre personnel, c’est bien entendu possible. Concernant l’adhésion comme telle au CECI, un suivi est à faire par Jocelyn.

A la demande du comité, on confirme que les dépenses pour les frais de déplacements pour les membres du comité peuvent être absorbées par le budget alloué aux comités de travail.

Jacinthe Perron, appuyée par Evelyne Bélanger, propose que Jocelyne Moretti représente le RQIIAC à l’assemblée générale annuelle du CECI en octobre prochain. Adopté à l’unanimité.

**L’ordre du jour de la journée étant épuisé, la rencontre du CA est ajournée à 17 :00.**

**VENDREDI 21 SEPTEMBRE**

**19. Démissions/cooptations/postes vacants**

Tel qu’annoncé il y a quelques temps, Colette Lavoie démissionne de son poste de vice-présidente à l’exécutif mais reste impliquée aux comités sur le soutien professionnel et le cadre de référence, et intégrera éventuellement le comité International. Suzie Cloutier est disponible pour siéger à l’exécutif en remplacement de Colette et il est déjà acquis qu’une nouvelle déléguée régionale pour la région Capitale Nationale prendrait la relève de Suzie au CA.

Véronique Robert De Massy, appuyée par Maryse Larouche, propose d’accepter la démission de Colette Lavoie et la cooptation de Suzie Cloutier au poste de vice-présidence de l’exécutif. Adopté à l’unanimité.

Les postes vacants pour Capitale Nationale et l’Estrie devraient être comblés au CA de décembre.

Concernant la Montérégie, une personne est intéressée mais l’établissement refuse de libérer sur le temps de travail. Paradoxalement, la nouvelle gestionnaire de l’équipe siègera sur le comité sur les séminaires aux gestionnaires. Jocelyn informe les membres que des discussions informelles ont eu lieu avec Danièle Auclair et Marcel Gélinas (tous deux anciennement au CA) pour tenter d’organiser une activité de relance du RQIIAC, donc une possible Mesure Coup de pouce. A suivre.

Pour Montréal, Diane Grenier revient après les Fêtes seulement et il n’y a pas de relève pour l’instant.

**20. Statistiques en organisation communautaire**

Jean-François Roos présente quelques éléments de contexte.

Au début de l’année 2018 en Estrie, l’équipe d’organisation communautaire a été interpellée sur le fait que ce serait la seule région au Québec à ne pas tenir de statistiques et qu’il faudrait le faire, sans quoi ce sera la fin des ressources selon une directive ministérielle. L’équipe avait obtenu un sursis, le temps de voir où en était le RQIIAC à ce sujet.

Les gestionnaires sont revenus à la charge il y a trois semaines demandent à nouveau le positionnement du RQIIAC.

Un tour de table des régions représentées au présent CA est fait afin de connaître quelles régions font des statistiques et si oui, dans quelles modalités (tableau en annexe).

L’enjeu de la discussion est précisé: est-ce que la tenue de statistiques est pertinente et stratégique? Le RQIIAC doit-il se positionner et agir sur cet enjeu?

Commentaires :

* Se rappeler que c’est dans le cadre de référence. Cela ne demande pas beaucoup de temps mais ce n’est pas signifiant, ce n’est d’aucune utilité mais il faut s’y conformer;
* Pourrait être un enjeu dans les négociations locales vs la mobilité du personnel;
* Ce peut être significatif si adapté, ça peut même servir à valoriser notre travail
* Il n’y aurait pas d’attentes du Ministère selon certains gestionnaires mais oui pour d’autres

Le temps s’écoulant pour ce point, on questionne les suites à donner :

* statu quo?
* comité de travail ou CA pour déterminer un positionnement ou une contribution du RQIIAC?
* référer à l’exécutif : on va plus loin ou non et si oui comment?
* traiter le sujet dans le cadre de la consultation sur le cadre de référence?
* petit groupe de travail qui veut explorer la question?

Il est convenu que le prochain cadre de référence va donner des repères et que ce point pourrait être abordé dans les consultations aux régions. Suivi au prochain CA.

**21. Comité Communications**

***SNOC (Semaine nationale de l’organisation communautaire)***

Robin Couture se joint au CA par Zoom pour ce point, il est maintenant membre du Comité Communications.

La SNOC aura lieu du 10 au 16 mars. Robin consulte les membres du CA par quelques questions qui permettront d’alimenter le comité sur le thème, le slogan et les orientations de la Semaine.

***Refonte site internet***

Stéphanie et Evelyne se sont jointes au sous-comité. L’échéancier a été révisé pour la mise en ligne du nouveau site à la mi-janvier 2019.

D’ici là, le sous-comité et la firme souhaitent des orientations claires du CA sur des items spécifiques :

* archives : quoi conserver de pertinent? Selon les membres du CA, concernant les items relevés par le sous-comité, il y a consensus pour le dépliant « Tout un monde de compétences », pour un onglet sur ce qu’est l’organisation communautaire, l’historique (mais actualisé lorsque sera fait, d’ici là, ce qui est disponible le restera, dont le feuillet sur les 20 ans), le Guide d’accompagnement de la pratique
* quels seront les documents publics (vs ceux réservés aux membres), donc accessibles à toute personne qui se rend sur le site, dans une perspective de mise en valeur de la pratique, de soutien à relève et d’accès aux fondements? Il y a consensus du CA sur le cadre de référence, la Mise au point sur le développement des communautés, le Profil de compétences (éventuellement mis à jour). Le document sur le soutien professionnel serait réservé aux membres.

Le lancement officiel du site se ferait le 14 mars en FacebookLive.

D’ici là, Véronique rappelle que lorsqu’il y a adoption de documents dans les établissements (ex. cadre de référence), il faut lui faire suivre pour dépôt au site.

***Plan de communication***

Tel que déjà discuté, le Comité va de l’avant avec l’embauche d’une ressource contractuelle afin d’élaborer une nouvelle stratégie de communication. Le financement pour accompagnement est déjà inclus dans nos prévisions budgétaires. Il y aura appel de soumissions ciblées selon diverses références déjà obtenues par le Comité, soit 7 ressources dont 3 entreprises d’économie sociale. Il est convenu que le comité exécutif va analyser et entériner la proposition qui émanera du comité Communications.

***Mandat coordonnateur mandats***

Le mandat de cette année est similaire à celui de l’an dernier pour l’instant mais il sera forcément actualisé lors du déploiement du nouveau site mais aussi du plan de communications.

***Réalisation nouvelle revue annuelle***

Le comité croit qu’il faut produire un premier numéro dès cette année même s’il n’est pas encore à la hauteur des attentes et idéalement, pour la Journée d’échange. Actuellement, 5 personnes sont disposées à collaborer, dont 3 sont prêtes à participer à une rencontre exploratoire. Cependant, personne du CA ne porte le projet et le comité Communication ne veut pas conserver le mandat. Véronique Robert de Massy accepte de prendre la responsabilité pour le CA et de démarrer mais en souhaitant que de nouvelles personnes s’y adjoindront. Jacinthe Perron a de l’intérêt, va y réfléchir.

On rappelle que des sommes ont été réservées au projet FLAC pour coordonner cette action. Aussi, des liens seront à établir avec le comité sur le cadre de référence.

**22. Comité Soutien professionnel**

Colette Lavoie donne des nouvelles du comité. Le document n’est pas encore prêt. Une autre version est actuellement travaillée. Le tout sera envoyé idéalement dans la semaine du 12 novembre pour lecture par les membres du CA pour adoption au CA du 30 novembre. On souhaite recevoir les commentaires et corrections avant le 30 octobre pour rédiger une version vraiment finale pour le CA.

Concernant sa diffusion, il y aurait des copies-papier format imprimé avec infographie (ex. du Guide d’accompagnement) et bien entendu une version en ligne.

Pour la promotion du document, on prévoit un envoi courriel aux membres et sur la liste RQIIAC et peut-être même une capsule vidéo? Quelques hypothèses sont envisagées pour son lancement (SNOC, Journée d’échange,…). Des suites pourraient aussi être réalisées comme un séminaire ou un Web binaire sur ce sujet.

Pour l’an prochain, il faudra réfléchir à la pertinence d’un réseautage des coordinations professionnelles (codévelopppement, communauté de pratique, activité de formation,....).

Commentaires des membres du CA sur la diffusion et le lancement :

* Important de faire un rayonnement, en profiter pour aider à un repositionnement à ce sujet, trouver le bon *momentum*, y donner de la visibilité
* Faut que les gestionnaires y aient accès
* Doit être accessible avant le lancement officiel, car plusieurs régions réfléchissent déjà à cette question
* Prévoir un envoi officiel aux directions d’établissements
* Sur le titre : identifier que c’est un positionnement du RQIIAC
* Il faut faire attention de diffuser aux membres avant les gestionnaires
* Possibilité de lancement pour décembre? Vérifier avec G Paquin pour assumer la mise en page (temps requis)

**23. Cadre de référence**

Un document a été déposé préalablement au CA sur Google Drive. Il s’agit d’une mise à jour sur le processus déjà prévu en fonction de deux objectifs : informer et mobiliser sur les consultations régionales qui débuteront fin octobre. Dans un délai relativement court, l’enjeu est de mobiliser les OC pour produire un guide qui reflète et actualise la pratique.

Au plan de la rédaction, l’orientation de comité est de recruter une doctorante dans une perspective de relève. Un comité de révision serait actif selon les étapes menant jusqu’au dépôt du manuscrit fin décembre 2019.

En lieu et place d’une deuxième consultation, on s’oriente plus vers un comité de lecture élargi avec 1 personne par région qui accepterait de contribuer à relecture au printemps 2019 avec une grille de lecture. Cette étape éviterait des déplacements, se ferait par Zoom, en travail individuel. Ce comité devrait refléter une diversité de profils (relève, o.c. expérimentés, etc...)

***Consultations régionales***

La consultation des régions se fera sur deux angles :

⮊ valider le sommaire et les thèmes abordés : y a-t-il certains éléments manquants ou d’autres qui ne devraient pas être traités?

⮊ les enjeux actuels pris en compte dans le sommaires : sont-ils les bons? Pour quelle raison? Sur lesquels faudra faire plus de recherche?

Les échanges se réaliseront à l’aide d’une carte heuristique (présentée aux membres du CA). Il y aura envoi aux délégués.es d’une trousse d’animation : guide, matériel, outils. Un survol des régions est fait pour évaluer la portée de la consultation. Plusieurs régions se disent en mesure de faire l’exercice dans le délai, d’autres ne peuvent se prononcer pour l’instant.

Il faudra prévoir des modalités alternatives avec régions où ce n’est pas possible, surtout celles qui n’ont pas de délégué.es ou de vie régionale RQIAAC.

L’ASVA pourra contribuer à la préparation d’outils, à la synthèse des consultations et au soutien à certaines régions selon les besoins.

Une résolution doit être adoptée pour l’achat du logiciel servant à l’utilisation des cartes heuristiques :

Colette Lavoie, appuyée par Jean-François Roos, propose l’achat du logiciel Mind Maping Edraw au coût de 62.72$. Adopté à l’unanimité.

**23. Comité Enseignement**

Jean-François Roos indique que le comité ne s’est pas rencontré depuis le dernier CA mais il y a tout de même des avancées sur la production de vidéos actualisant les champs de pratique. Jacques Caillouette, prof en service social de l’Université de Sherbrooke va s’impliquer avec la collaboration d’une étudiante pour coordonner la production.

Plusieurs enjeux peuvent être discutés à ce comité dont la supervision des stages en organisation communautaire.

**24. Comité Séminaire**

Le suivi du comité a été présenté dans l’Informateur-Pré CA. La demande de subvention au Conseil de Recherche en Science Humaine du Canada (CRSH) a été déposée le 15 sept c’est le RQIIAC qui en est le demandeur. Le tout a déjà été validé par le comité exécutif). Le document d’accompagnement qui sera produit sera un outil pour réfléchir et guider les gestionnaires.

Véronique Robert de Massy, appuyée par Suzie Cloutier, propose que le conseil d’administration entérine la décision du comité exécutif à l’effet de déposer une demande de financement au Conseil de Recherche en Science Humaine du Canada (CRSH) pour une recherche-action partenariale d’un an (janvier à décembre 2019) permettant d’approfondir les connaissances sur les enjeux identifiés comme prioritaires par les gestionnaires qui ont participé aux séminaires de formation et qui se sont confirmés lors du Laboratoire d’idée durant les JASP. Adopté à l’unanimité.

**25. Démarches syndicales / Suivi des négociations locales et actions à venir**

On demande des échos des négociations locales. Il semble que ces négociations se déroulent difficilement dans la majorité des établissements, du moins ceux pour lesquels les membres du CA ont de l’information. Certains enjeux touchent directement notre pratique : la mobilité du personnel avec les ports d’attache, en lien avec l’ancrage territorial, les critères à l’embauche (ancienneté prédominante ou autres critères?), le suivi sur la relativité salariale.

La question : qu’est-ce que le RQIIAC doit et peut faire? Comment?

⮊ Est-ce que les syndicaux ont besoin d’argumentaire supplémentaire concernant la mobilité qui touche tout le monde?

⮊ Adresser un message aux membres sur les enjeux?

Il est finalement convenu d’utiliser les Échos du CA pour faire un appel à la vigilance sur ces enjeux.

**26. Priorisation des enjeux**

Suite au tour des régions réalisé la journée précédente, un sous-comité a produit une synthèse et propose une activité de détermination des enjeux. Le comité exécutif analysera ce qui en ressort et fera un retour au prochain CA.

**27. Retour sur les notes : suivis à donner**

Les membres du CA passent en revue les sujets restés en suspens durant les deux journées de rencontre. Ces suivis ont été intégrés aux items présents dans ce procès-verbal pour en faciliter l’appropriation, à l’exception des points mentionnés ci-dessous.

***Augmentation du membrariat***

Doit-on se contenter des relances faites par les délégué.es ou se doter d’un véritable plan d’action avec de nouveaux moyens de promouvoir les adhésions?

Ce pourrait être un mandat du comité vie sur la régionale? Suzie indique que c’est dans les priorités pour l’an prochain mais pas cette année.

Il y a plusieurs éléments à examiner avec l’enjeu central de la plus-value d’être membre. Plusieurs suggestions reviennent régulièrement mais sans décision par le CA, par exemple des tarifs préférentiels pour les gens à statut précaire, un accès temporaire au site pour les nouveaux OC.

La question est récurrente et complexe. Il est convenu d’y revenir au CA de mars pour faire le point, et prendre connaissance des stratégies de recrutement employées par les délégué.e.s. L’adoption du budget de la Journée d’échange pourra aussi nous amener à discuter de l’écart de frais de participation entre membres et non membres (avantage pour les membres suffisant?).

***Représentation RQIIAC au Collectif Québec sans pauvreté***

L’appel sera fait dans les Échos du CA mais il faudra y revenir car il y a des enjeux de ce type de représentations vs les besoins du RQIIAC que l’on peine à combler.

***Historique RQIIAC 2010-2018***

Ce travail pourrait être demandé à Gilles Brazzalotto. Le Comité Communications pourrait attribuer ce contrat à même ses ressources.

**Jacinthe Perron, appuyée par Maryse Larouche, propose de mandater le Comité Communications pour un contrat de rédaction de la partie manquante de l’historique du RQIIAC dont les coûts seront assumés dans le budget attribué aux communications. Adopté à l’unanimité.**

***Achat d’un micro fonctionnel pour des rencontres virtuelles de groupe***

Evelyne Bélanger prend ce mandat

**28. Évaluation de la rencontre**

Les membres du CA s’estiment généralement satisfaits de ces deux journées de travail. On a apprécié l’envoi de beaucoup d’informations avant le CA, ce qui a permis une bonne gestion du temps. La plate-forme Zoom est efficace mais des améliorations sont à faire au niveau du son.

On a aussi apprécié les méthodes d’animation dynamiques.

Suite à la création de plusieurs comités, les actions prennent forment et la cohésion s’installe. Il faut cependant faire à attention à l’éparpillement, nos ressources bien qu’augmentées demeurent limitées.

La préparation du CA a été ardue pour notre nouvelle secrétaire, qui reçoit d’ailleurs les félicitations des membres pour son efficacité.

**29. Levée de l’assemblée**

Nathalie Lamanque, appuyée par Emily Tessier, propose la levée de l’assemblée. Adopté à l’unanimité.

\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_

Procès-verbal rédigé par Jocelyn Vinet, agent de soutien à la vie associative

**ÉTAT DE SITUATION SOMMAIRE SUR LES STATISTIQUES SELON LES RÉGIONS[[2]](#footnote-2)**

|  |  |  |  |  |
| --- | --- | --- | --- | --- |
| **Région** | **Statistiques?** | **Plate-forme utilisée** | **Cadre normatif** | **Notes au dossier** |
| Estrie |
| Outaouais | Oui depuis 1 an | ICLSC adapté à l’o.c. depuis 1 an | Oui depuis 1 an | Oui  Dans le ICLSC |
| Québec |
| Lanaudière | oui | ICLSC | oui | Oui  manuscrites aux archives |
| Chaudières | oui | ICLSC | oui | Oui  Manuscrites mais non standardisées |
| BSL | Non |  |  |  |
| Mauricie | Oui, récent | ICLSC adapté | Adapté | Oui  Informatisées et archivées |
| Montréal Nord | oui | ICLSC adapté | Oui, adapté | Oui  manuscrites |
| Montréal Est | En démarche d’harmonisation  Oui mais | ICLSC | oui | oui  Manuscrites  Non archivées |
| Saguenay | Dépend chefs | ICLSC | ? | Oui  Manuscrites |

1. Il est proposé par Jean-François Roos, appuyé par Evelyne Gosselin de nommer: Catherine Devost (CIUSSS de l'Ouest-de-l’Ile), Sophie Deleuil-Millette CIUSSS du Nord-de-l'Île-de-Montréal et Élyse Cossette (CIUSSS du Centre-Sud-de-l'Île-de-Montréal) comme signataires au compte Journée d’échange folio 565256, à la Caisse d’économie solidaire.

   [↑](#footnote-ref-1)
2. Selon les informations données par les délégué.ées des régions présentes au CA du 21 septembre 2018. [↑](#footnote-ref-2)